



Texte action

Conseil Syndical Académique de la section SNES-FSU de Bordeaux

Vendredi 14 novembre 2025

L'actualité politique et sociale de ce mois de novembre traduit un profond malaise et une tension vive entre un gouvernement minoritaire qui poursuit sa politique de casse sociale et une classe travailleuse qui s'épuise matériellement, physiquement et moralement. Le budget Lecornu d'injustice sociale, la suspension piégée de la réforme des retraites nourrissent le désespoir, au profit d'une extrême-droite en embuscade. Nos métiers, la fonction publique d'éducation sont plus que jamais massacrés par ce contexte délétère.

Dans ce contexte, la section académique de Bordeaux du SNES-FSU :

- Mettra tout en œuvre pour la réussite de la journée d'action du 2 décembre prochain à l'appel de l'interprofessionnelle FSU, CGT, Solidaires, avec la volonté que nationalement ou localement l'arc syndical puisse s'élargir. Cette date n'a pu être concertée de façon satisfaisante mais nous devons nous en emparer. S'il s'agit de poursuivre le travail d'information sur le budget Lecornu, incompatible avec la justice sociale, fiscale et environnementale que nous voulons, de continuer à exiger l'abrogation de la réforme des retraites, la fin des inégalités salariales entre les femmes et les hommes, l'indexation des pensions de retraite sur les salaires, le SNES-FSU doit mettre l'accent sur le champ de l'éducation, sans oublier le budget de la culture dont les restrictions (pass culture, financement des enseignements artistiques) ont aussi un impact sur nos métiers. La réussite de cette journée passera en effet par la mise en avant des revendications liées à l'éducation nationale : exigence de moyens budgétaires et humains pour améliorer les conditions de travail des personnels et d'apprentissage, d'éducation et d'orientation des élèves ; exigence d'une revalorisation des salaires et des pensions, des carrières ; statut de catégorie B pour les AESH dont la précarité ne diminue pas et qui sont de plus en plus maltraités. C'est maintenant qu'il faut lutter contre les suppressions de postes, sans attendre le mois de janvier.
- ✓ Pour cela, la section académique et les sections départementales devront être au plus près des collègues, par l'organisation d'HIS, la diffusion d'informations mettant en évidence l'impact des suppressions de postes à la rentrée 2025 sur le quotidien des collègues, le manque de personnels d'éducation, d'orientation, de surveillance, d'AESH, pour répondre aux besoins des élèves. Les stages de formation syndicale organisés dans la période doivent être aussi un moyen de convaincre les collègues de se mettre en grève le 2 décembre. Les retraités du SNES-FSU seront dans l'action le 2 décembre aux côtés des actifs pour exiger un budget 2026 porteur de justice sociale, fiscale et environnementale. Le SNES-FSU considère que la lutte des retraités d'aujourd'hui pour leurs droits et leur dignité est aussi celle des retraités de demain. Actifs et retraités doivent mener ensemble le combat pour le statut, le service public et la protection sociale.

- Assurera la visibilité et la réussite de la journée du 25 novembre pour l'élimination des violences faites aux femmes en appelant les collègues à participer aux manifestations organisées dans les départements le 22 et/ou le 25 novembre. Au-delà du choc provoqué par le féminicide de Lison Méral en décembre 2024, la section académique dénonce le caractère insupportable de tous les féminicides, dont le nombre ne diminue pas, et l'absence de moyens engagés pour lutter contre ces violences. Elle renouvellera un don au profit d'associations accompagnant les femmes victimes de violence et engage une réflexion sur la façon dont elle pourrait plus concrètement participer à ce combat. Elle poursuit son accompagnement des collègues victimes de violences sexistes et sexuelles ainsi que son travail d'information et de communication. Les violences faites aux mineur·es participent du continuum de la domination patriarcale. La section académique maintient sa vigilance sur la mise en place de l'EVARS, outil essentiel dans la prévention et le repérage des violences.
- Assurera l'accompagnement des AESH et AED dans leurs démarches pour faire valoir leurs droits au versement à titre rétroactif de la prime REP/REP+.
- Assurera la visibilité, la diffusion et la signature de la pétition académique des PsyEN EDO et EDA dénonçant la façon dont s'est déroulé le recrutement des conseiller·es techniques en santé mentale dans notre académie et le mépris institutionnel auquel font face les PsyEN.
- Demande que, pour améliorer les conditions de travail en période d'examen, le SNES-FSU, maintienne la revendication de dispense de surveillance du baccalauréat pour les professeur·es de philosophie, de lettres – y compris celles et ceux convoqué·es uniquement pour l'examen oral – et porte également cette dispense pour les professeur·es de mathématiques en charge des corrections de l'épreuve anticipée.
- Soutient l'action des retraité·es du SNES-FSU mobilisé·es dans le cadre intersyndical du G9, contre les mesures budgétaires injustes qui les menacent et le discours âgiste dont elles et ils sont victimes
- Assurera une campagne de resyndicalisation avant la fin de l'année civile.
- Poursuit son soutien des équipes et des collègues confronté·es au management brutal et toxique, aux menaces, pressions, contestations des parents d'élèves.
- Accompagne les collègues demandeuses et demandeurs de mutation dans le cadre du mouvement inter académique.
- Poursuit le travail d'accompagnement des collègues dans la réforme de la PSC qui constitue un changement majeur. Pour autant, cette réforme est bien éloignée des mandats du SNES-FSU sur le remboursement de 100% des soins prescrits et nous devons rappeler notre combat pour la défense de la sécurité sociale. Accompagnement et popularisation de nos mandats passent notamment par l'organisation du stage PSC le 27 novembre.
- Rappelle le mandat donné aux S2 à la CAA de juin 2025 pour l'organisation de visites inversées des vies scolaires par les F3SCTD afin de prendre la mesure des difficultés rencontrées par les CPE et les AED et de chercher des remédiations.
- Poursuit la consultation large des collègues enseignant en lycée en vue de porter au mieux leur parole lors du colloque régional du 10 décembre sur la question des manuels et des outils numériques.
- Soutient David Pijoan, militant du SNES dans notre académie, qui a été entendu le mardi 4 novembre par la police après une manifestation en réaction à l'arraisonnement de la flottille pour Gaza, le 8 octobre, dont l'appel avait été relayé par des collectifs de soutien à la cause palestinienne. Le SNES-FSU dénonce la réaction judiciaire, rappelle son attachement aux libertés fondamentales,

à commencer par celle de manifester. Il dénonce également les nombreuses atteintes aux libertés publiques, dont celles de manifester, qui se sont multipliées depuis 2017.

Le SNES-FSU Bordeaux rappelle aussi que la flottille pour Gaza était une initiative pacifique s'inscrivant dans un mouvement international qui s'est fixé pour but de faire entrer de l'aide humanitaire sur ce territoire palestinien bombardé depuis deux ans par un gouvernement israélien qui bafoue le droit international, commet des crimes de guerre et mène une guerre génocidaire.

- Soutient les collègues de l'EPLEFPA de Limoges et du nord Haute Vienne, face à la menace d'une action violente de la part de la coordination rurale dans un communiqué de presse lié à la venue d'une association qui souhaite engager une concertation large pour contribuer à définir de nouvelles orientations régionales et garantir demain la santé de la population comme la survie du monde agricole. Ces méthodes d'intimidation sont symptomatiques d'une extrême droite décomplexée et doivent nous alerter sur ce qui adviendrait en cas d'accession au pouvoir du rassemblement national.

Texte adopté par le conseil syndical :

Pour : 13

Contre : 0

Abstention : 5